

Par Boucar Baba Ndiaye

4 mai 2026

L'expérience du Sénégal en Casamance montre que l'instauration d'un climat de confiance entre les forces de sécurité et les communautés locales est un moyen pratique essentiel pour obtenir leur coopération et prévenir toute mobilisation vers la violence.

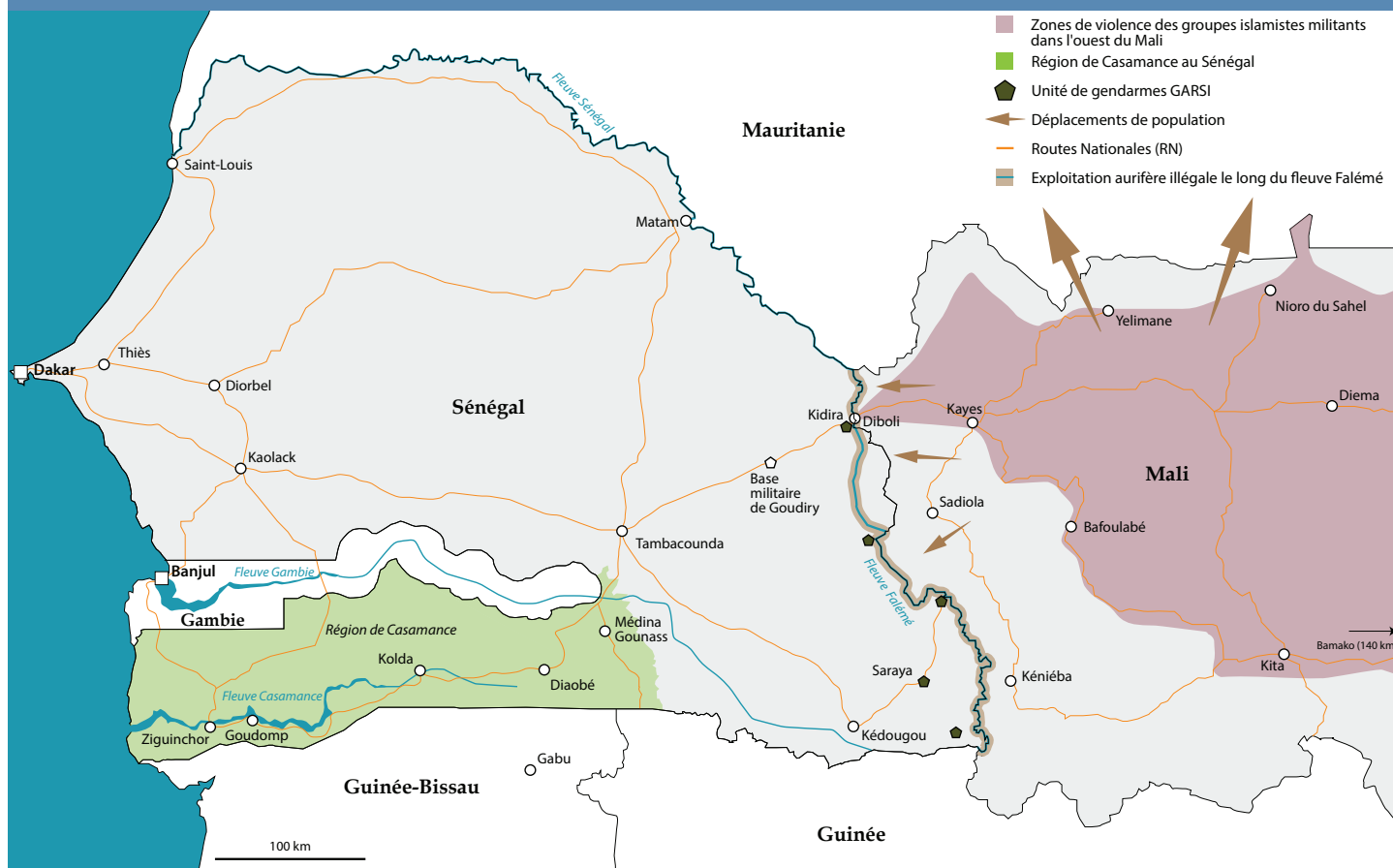


Un soldat sénégalais interroge un homme sur un site d'exploitation artisanale d'or près de la frontière malienne.
(Photo : AFP/Amaury Falt-Brown)

Des dizaines de camions-citernes en provenance du Sénégal ont été attaqués et incendiés dans l'ouest du Mali depuis que la coalition islamiste militante Jama'at Nusrat al Islam wal Muslimeen (JNIM) a lancé une offensive en juillet 2025 pour couper les artères économiques vitales qui alimentent Bamako et d'autres zones peuplées du sud du Mali. Ces attaques soutenues et systématiques ont poussé l'insurrection militante jusqu'à la frontière du Sénégal voisin. Une attaque contre le poste de douane de Diboli, au Mali, a eu lieu à moins d'un kilomètre de Kidira, au Sénégal – à deux minutes à pied de la frontière, au niveau du fleuve Falémé. Kayes, plaque tournante régionale de l'ouest du Mali et point central des attaques, n'est qu'à 100 km de la frontière sénégalaise. Bon nombre des camions-citernes et autres véhicules attaqués proviennent du Sénégal.

La détérioration de la sécurité dans l'ouest du Mali a incité Dakar à faire de l'est du Sénégal une priorité absolue en matière de sécurité. En réponse, le gouvernement sénégalais a renforcé sa présence militaire dans la région, notamment en établissant l'une des plus grandes bases militaires du pays à Goudiry. Cette mesure s'est accompagnée du déploiement d'unités de gendarmerie d'intervention rapide, connues sous le nom de Groupe d'action rapide de surveillance et d'intervention (GARSI), qui ont des bases à proximité, à Kidira, Saïensoutou, Moussala et Médina Bafé.

PRESSIONS TRANSFRONTALIÈRES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ DANS L'EST DU SÉNÉGAL



Les pressions croissantes en matière de sécurité sont aggravées par le déplacement d'environ 20 000 personnes venues du Sahel vers l'est du Sénégal, ce qui exerce une pression supplémentaire sur des communautés frontalières déjà vulnérables. L'est du Sénégal est également marqué par une criminalité organisée transfrontalière de longue date qui complique encore davantage le contexte sécuritaire. Le trafic d'armes lié à l'exploitation aurifère illégale et aux routes de transit de la drogue s'opère à travers les frontières poreuses reliant le Sénégal, le Mali, la Guinée et la Guinée-Bissau.

Les marchés transfrontaliers comme ceux de Médina Gounass et de Diaobé facilitent depuis longtemps ces flux, les chauffeurs de motos-taxis (« les hommes de Jakarta ») et d'autres acteurs opportunistes brouillant les frontières entre économies illicites et moyens de subsistance quotidiens. Bien que ces réseaux ne soient pas intrinsèquement violents, ils augmentent l'exposition à l'exploitation par des groupes militants qui cherchent à obtenir un accès, un financement ou une liberté de mouvement s'ils ne sont pas gérés.

Le défi auquel le Sénégal est désormais confronté consiste à empêcher que ces pressions qui se chevauchent – proximité des militants, réseaux criminels et tensions sociales – ne se transforment en une menace sécuritaire bien ancrée. Il ne s'agit pas de réagir à une insurrection déjà bien implantée, mais d'empêcher qu'elle ne voie le jour.

RESTAURER LA CONFIANCE EN CASAMANCE

L'expérience du Sénégal en Casamance offre des enseignements instructifs sur la manière dont un engagement fondé sur la confiance entre les communautés et les forces de sécurité peut contribuer à contenir les risques émergents.

La méfiance a longtemps alimenté l'insécurité en Casamance, favorisant les économies illicites qui ont financé le groupe séparatiste, le Mouvement des forces démocratiques de la Casamance (MFDC), et aggravé les vulnérabilités locales. L'économie de guerre qui a émergé parallèlement au conflit séparatiste a ancré le trafic de drogue et de bois ainsi que le vol de bétail à grande échelle.

LA CASAMANCE : STABILISER UNE RÉGION FRAGILE

La Casamance, située au sud du Sénégal et séparée du reste du pays par la Gambie, a connu l'un des conflits de faible intensité les plus longs d'Afrique de l'Ouest. Avec environ 1,5 million d'habitants (10 à 12 % de la population sénégalaise), la Casamance se distingue du nord sahélien par son économie agricole et une plus grande diversité religieuse et ethnique. Les griefs liés à la marginalisation politique et économique se sont intensifiés au début des années 1980 lorsque les manifestations ont été réprimées par la force publique, contribuant à l'émergence du MFDC et à une insurrection séparatiste qui a atteint son paroxysme dans les années 1990. Le conflit s'est transformé en une confrontation prolongée marquée par des cessez-le-feu intermittents et des violences localisées.

Au fil du temps, le conflit a provoqué le déplacement d'environ 150 000 personnes, dont des dizaines de milliers sont restées déplacées à l'intérieur de la Gambie et de la Guinée-Bissau. Les violences ont pris la forme d'attaques de guérilla, de banditisme et d'affrontements entre factions armées et forces de l'État, en particulier dans les zones forestières frontalières.

Un accord de 2022 et un accord de paix de février 2025 avec la principale faction du MFDC ont introduit des mesures d'amnistie et de réintégration, renforçant ainsi une désescalade plus large. Bien que toutes les factions n'aient pas signé, ces développements, associés à des efforts de stabilisation soutenus, ont considérablement réduit l'insécurité dans une grande partie de la région.

Ces activités illicites ont prospéré dans un environnement de conflit marqué par une communication déficiente et une collaboration limitée entre les communautés et les forces de défense et de sécurité, en particulier le long des frontières avec la Gambie, la Guinée-Bissau et la Guinée. Les réseaux criminels exploitaient régulièrement les connaissances locales et les liens sociaux, s'appuyant sur des guetteurs et des systèmes d'alerte précoce issus de la communauté pour ne pas être détectés. Dans la pratique, cela signifiait que des crimes tels que le vol organisé de bétail et le trafic de bois pouvaient être commis en toute impunité dans les zones frontalières où l'application de la loi était sporadique et où la méfiance envers les forces de sécurité était forte.

Les idées fausses et la méfiance ont encore aggravé cette dynamique. De nombreuses communautés avaient une compréhension limitée des rôles distincts de la police, de la gendarmerie et de l'armée. Ainsi, les expériences négatives avec les forces de l'ordre étaient souvent généralisées à l'ensemble des acteurs de la sécurité. Dans ce contexte, le signalement d'activités criminelles était largement considéré comme une atteinte à la solidarité communautaire. Une culture du silence s'est installée, renforcée par la crainte de représailles de la part des groupes criminels armés. Les incidents étaient souvent signalés tardivement, voire pas du tout, ce qui réduisait la capacité des forces de sécurité à intervenir efficacement. À Goudomp, par exemple, les habitants ont reconnu que les vols de bétail n'étaient parfois signalés que le lendemain matin, laissant aux auteurs armés largement le temps de s'enfuir de l'autre côté de la frontière, en Guinée-Bissau.

Lorsque la communication est limitée et que la confiance fait défaut, les mécanismes d'alerte précoce tombent en panne, la coopération s'effrite et les mesures de sécurité ont tendance à être réactives plutôt que préventives.

Dans de nombreuses communautés, les habitants avaient peu de contacts directs avec la gendarmerie ou l'armée lors des attaques menées par le MFDC ou d'autres groupes criminels.

LE DIALOGUE JUSTICE-SÉCURITÉ COMME OUTIL DE SÉCURITÉ PRÉVENTIVE

L'expérience du Sénégal en Casamance montre que l'un des principaux défis pour prévenir l'escalade de l'insécurité dans les régions frontalières n'est pas simplement la présence de groupes armés ou de réseaux criminels, mais la qualité des relations entre les communautés et les services de sécurité. Lorsque la communication est limitée et que la confiance fait défaut, les mécanismes d'alerte précoce tombent en panne, la coopération s'effrite et les mesures de sécurité ont tendance à être réactives plutôt que préventives.

C'est dans ce contexte que le Dialogue Justice-Sécurité (DJS) s'est révélé être un outil particulièrement efficace. Lancé en Casamance en 2019, le DJS est un programme de renforcement de la confiance qui rassemble des membres de la communauté, des organisations de la société civile, des agents de sécurité et des représentants du gouvernement afin d'identifier et de relever ensemble les défis locaux en matière de sécurité. Plutôt que de se concentrer uniquement sur la répression, cette approche met l'accent sur le dialogue, la résolution collaborative des problèmes et l'adaptation aux conditions locales. Dans de nombreux cas, les forums de DJS constituent la première occasion pour les dirigeants communautaires et les forces de sécurité de dialoguer directement et de manière constructive sur les priorités en matière de sécurité.

Au cours de sessions de dialogue animées, les participants identifient les préoccupations de sécurité les plus urgentes au sein de leurs communautés, sélectionnent les problèmes pouvant être traités localement et élaborent des réponses pratiques avec la participation des services de sécurité. Ces initiatives sont ensuite évaluées collectivement, ce qui permet aux parties prenantes d'ajuster leurs approches, d'élargir la participation et de partager progressivement la responsabilité de la conduite du processus de dialogue. Au fil du temps, ce modèle itératif a contribué à rétablir la confiance et à établir des relations plus prévisibles et respectueuses entre les communautés et les agences de sécurité.

Au cours des premières sessions du DJS, les agents de sécurité ont communiqué leurs numéros de téléphone directs aux responsables communautaires – un geste simple mais significatif que les participants ont régulièrement cité comme un tournant dans l'amélioration de la collaboration. L'absence de canaux de communication fiables constituait un obstacle majeur à une coopération efficace en matière de sécurité. En réponse, l'initiative a soutenu la création et la distribution de carnets de contacts contenant les coordonnées complètes des forces de sécurité, des services de protection civile, des autorités locales et des responsables communautaires. La large diffusion de ces carnets de contacts a renforcé la confiance des communautés et a rendu le signalement des incidents plus facile et plus systématique. Leur utilité pratique est rapidement devenue évidente, et la demande pour ces carnets s'est vite étendue à l'ensemble du département de Goudomp.

PROGRÈS TANGIBLES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE COORDINATION EN CASAMANCE

Le processus de DJS a entraîné un changement mesurable dans l'environnement sécuritaire en Casamance. Cette évolution est devenue évidente quelques mois après les premières sessions de dialogue et reflétait un sentiment croissant de responsabilité partagée envers la sécurité locale. À mesure que la confiance s'améliorait, les communautés se montraient plus disposées à s'engager de manière proactive auprès des forces de sécurité, fournissant des informations qui aidaient à prévenir les incidents plutôt que de se contenter d'y réagir.

Ces changements se sont reflétés dans les perceptions et les comportements des communautés. Des données d'enquête comparatives provenant de Goudomp indiquent que plus de 80 % des personnes interrogées considéraient leur quartier comme sûr et signalaient une amélioration de la situation en matière de criminalité au cours de l'année qui a suivi le lancement du DJS. La confiance envers les acteurs de la sécurité, notamment la gendarmerie et l'armée, s'est également renforcée. Il est à noter que les communautés ont de plus en plus souvent abordé leurs préoccupations en matière de sécurité par le biais de canaux locaux, ce qui suggère une normalisation de la prestation de services de sécurité et une dépendance moindre vis-à-vis des forces nationales.



Une session de dialogue dans le département de Goudomp. (Photo : auteur)

À Goudomp, le processus de dialogue a également contribué à redéfinir les relations entre les autorités locales et les services de sécurité. Avant le DJS, la mairie avait peu d'interactions avec la gendarmerie. Le premier échange structuré entre l'adjoint au maire et la gendarmerie, facilité par le DJS, a révélé que le poste de gendarmerie local était en mauvais état, ce qui a incité la municipalité à soutenir sa rénovation. En conséquence, les habitants ont pu accéder à des services juridiques et notariaux de base au niveau local plutôt que de parcourir plus de 50 km sur un terrain dangereux, renforçant ainsi la perception du gouvernement comme un fournisseur concret de sécurité et de services.

Fin 2020, le commandant de la brigade locale a remarqué une augmentation notable du nombre de résidents qui signalaient des incidents, dénonçaient des activités criminelles ou aidaient la gendarmerie à répondre aux préoccupations en matière de sécurité publique.

À mesure que la confiance se rétablissait progressivement, des cadres locaux structurés de dialogue et d'action ont vu le jour pour coordonner les réponses entre les communautés, les autorités locales et les forces de sécurité. Les comités de dialogue – soutenus par des plans d'action clairs et des canaux de communication en temps réel tels que des groupes de messagerie partagés – sont devenus des points focaux de la coopération. Six comités de ce type ont été créés dans les trois régions de la Casamance, officiellement reconnus par des arrêtés communaux et approuvés par les préfets. Ces instances ont joué un rôle essentiel dans la médiation des conflits, le maintien de la cohésion sociale et la prévention

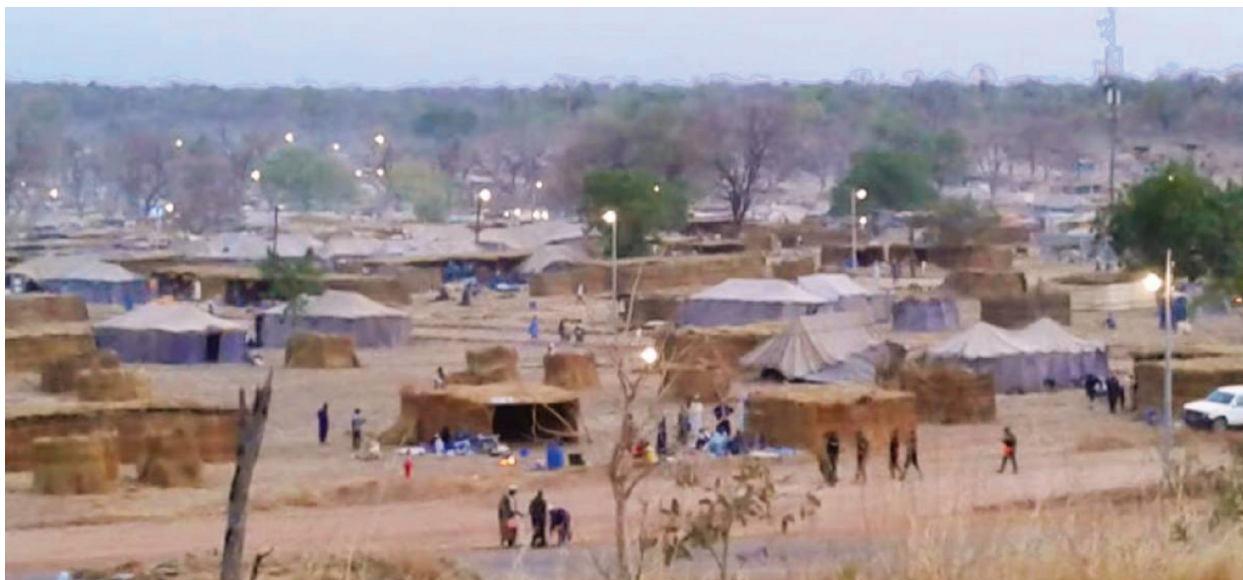
de l'escalade de la violence intercommunautaire, politique et électorale, en particulier pendant les périodes de tensions accrues entre 2022 et 2024.

Les effets concrets de ce changement ont dépassé le simple renforcement de la sécurité locale, offrant des enseignements sur la manière dont les communautés frontalières peuvent gérer les risques et prévenir l'escalade dans des régions exposées de manière similaire. À Goudomp, par exemple, un gendarme a suggéré d'améliorer la sécurité du marché en réponse à des plaintes pour vol qui avaient été formulées. Le comité DJS a rencontré les organisateurs du marché et le maire afin d'augmenter le nombre de gardes les jours de marché. Le comité a également mis en place une coopération entre les groupes de vigilance composés de jeunes, qui pouvaient contacter la gendarmerie 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour tout problème. Cette initiative a réuni la mairie, le préfet, le commandant de l'armée et le chef du poste de gendarmerie, et a contribué à une réduction des vols à main armée. Le large soutien et l'adhésion générale reflètent la manière dont un dialogue soutenu a permis d'aligner une initiative communautaire sur une réponse officielle en matière de sécurité.

Les initiatives de sécurité en Casamance se sont révélées plus efficaces lorsque les communautés ont été activement impliquées dans l'élaboration des réponses plutôt que d'être considérées uniquement comme les destinataires de mesures coercitives.

À Djibanar, une commune comptant plus de 20 villages déplacés en raison du conflit, les autorités municipales ont financé des initiatives menées par des comités qui ont réuni les forces de sécurité et les représentants de la communauté le long de la frontière de la Casamance avec la Guinée-Bissau. Ces engagements ont renforcé la coordination transfrontalière, en particulier autour du vol organisé de bétail, qui appauvriissait depuis longtemps les populations locales et augmentait leur exposition à l'insécurité. Ensemble, ces expériences montrent comment des solutions communautaires, ancrées dans un engagement régulier avec les autorités de sécurité et des partenariats institutionnels, peuvent déboucher sur des réponses sécuritaires à la fois pertinentes et durables.

Ces processus peuvent également s'appliquer au-delà des frontières. En juin 2024, des violences découlant de rivalités de longue date entre deux communautés musulmanes à Médina Gounass ont fait un mort et risquaient de dégénérer en un conflit transfrontalier impliquant des groupes peuls de Guinée-Bissau. L'intervention rapide des autorités locales au Sénégal et du gouverneur de Gabu, en Guinée-Bissau, a contribué à apaiser les tensions en persuadant les dirigeants locaux de retirer les déclarations incendiaires qui avaient temporairement entraîné la fermeture de la frontière. Soutenue par la mise en place d'un projet de DJS, cette réponse a démontré comment des autorités locales responsabilisées et une coordination transfrontalière peuvent contenir la violence avant qu'elle ne se propage.



La communauté de Médina Gounass (Photo : capture d'écran)

APPLIQUER LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE LA CASAMANCE À L'EST DU SÉNÉGAL

Il existe des différences importantes entre la Casamance et l'est du Sénégal qui incitent à la prudence quant à une reproduction directe de l'expérience. La Casamance a été façonnée par des décennies de conflit séparatiste et de consolidation de la paix post-conflit, tandis que l'est du Sénégal est confronté à des risques émergents liés à l'instabilité régionale, aux pressions climatiques et aux menaces transnationales. Les deux régions partagent toutefois des caractéristiques structurelles clés, telles que la proximité de frontières poreuses, l'exposition au trafic transfrontalier et des antécédents de relations tendues entre les communautés et les forces de sécurité. Bien que l'est du Sénégal n'ait pas connu de violence insurgée soutenue, il est confronté à des vulnérabilités similaires qui pourraient être exploitées si la méfiance persiste.

Les données provenant de l'est du Sénégal suggèrent que la méfiance entre les communautés et les forces de sécurité reste un obstacle majeur.

Les données provenant de l'est du Sénégal suggèrent que la méfiance entre les communautés et les forces de sécurité constitue toujours un obstacle majeur. Une étude menée en 2023 dans le village de Guémédji, dans la région de Kédougou, a révélé que de nombreux habitants associaient paradoxalement le terme « sécurité » aux forces de l'ordre, perçues comme une source d'insécurité. De telles perceptions limitent le partage d'informations, affaiblissent les systèmes d'alerte précoce et augmentent le risque d'intensification incontrôlée des conflits locaux.



Des soldats sénégalais patrouillent dans une communauté minière artisanale près de la frontière malienne. (Photo : AFP/Amaury Falt-Brown)

Ces expériences suggèrent que la sécurité préventive dans l'est du Sénégal dépendra d'un engagement communautaire soutenu et d'une adaptation au contexte local. De tels mécanismes — alliant un dialogue régulier, une différenciation plus claire des rôles entre la police, la gendarmerie et les acteurs militaires, ainsi qu'un système d'alerte précoce ancré localement — offrent un modèle pour renforcer les capacités de prévention. L'adaptation de ces approches à la dynamique frontalière dans l'est du Sénégal, y compris la coordination transfrontalière entre les autorités locales, pourrait aider à identifier et à gérer les risques avant qu'ils ne se transforment en menaces plus tenaces.

IMPLICATIONS POUR LA SÉCURITÉ PRÉVENTIVE AU SÉNÉGAL

L'expérience des forces de défense et de sécurité en Casamance montre clairement que la sécurité préventive dépend autant des relations avec les communautés que du déploiement des forces. Même lorsque les forces de sécurité sont présentes, une communication déficiente, la méfiance ou de simples malentendus peuvent compromettre les systèmes d'alerte précoce et limiter l'efficacité opérationnelle. Alors que les groupes extrémistes violents et les réseaux criminels exercent une pression croissante sur les communautés frontalières de l'est du Sénégal, les acteurs de la sécurité devront s'adapter en renforçant les mécanismes préventifs et en tissant des liens durables avec les populations vulnérables de ces zones frontalières.



Rencontre entre le préfet à Goudomp, le maire, les populations et le chef de la gendarmerie locale. (Photo : auteur)

La Casamance illustre comment les interventions du DJS ont contribué à établir des canaux d'interaction prévisibles entre les communautés et les services de sécurité, permettant ainsi la circulation de l'information avant que les menaces ne s'aggravent. Adaptées aux conditions locales, des approches similaires pourraient aider l'est du Sénégal à renforcer de manière proactive à la fois sa posture défensive et la résilience des communautés face aux risques émergents. La prévention, en ce sens, n'est pas simplement une question de posture ou de présence, mais d'engagement durable permettant d'identifier les risques à un stade précoce et d'y remédier de manière collaborative grâce à un dialogue inclusif et à une résolution coopérative des problèmes.

Le rapprochement entre les forces de sécurité et les communautés en Casamance a également révélé que la confiance agit comme un catalyseur opérationnel. L'amélioration de la communication et la clarification des rôles, soutenues par des cadres de sécurité locaux solides, ont réduit la culture du silence qui avait permis aux réseaux criminels, et historiquement aux militants séparatistes, d'opérer en toute impunité. À mesure que la confiance s'est rétablie, les communautés se sont montrées plus disposées à signaler les incidents et à coopérer avec les forces de sécurité, renforçant ainsi directement la connaissance de la situation et la capacité de réaction. Pour les praticiens, cela souligne que l'instauration de la confiance n'est pas un objectif de gouvernance abstrait, mais un moyen concret d'améliorer le renseignement, la réactivité et la dissuasion.

Les initiatives de sécurité en Casamance se sont révélées plus efficaces lorsque les communautés ont été activement impliquées dans l'élaboration des réponses plutôt que d'être considérées uniquement comme les destinataires de mesures coercitives. L'engagement direct entre les forces de sécurité et les autorités décisionnaires, tant au niveau local (préfets et maires) que national (gouverneurs et ministères), a contribué à une plus grande cohérence des réponses sécuritaires. Les comités de dialogue et les mécanismes de coordination ancrés localement ont aligné les initiatives communautaires sur l'autorité institutionnelle, renforçant ainsi la légitimité et pérennisant la coopération. L'institutionnalisation de ces pratiques a réduit le recours à des mesures coercitives ponctuelles et a contribué à des résultats plus stables en matière de sécurité dans les zones touchées par une insécurité de longue date.

L'expérience en Casamance montre clairement que la sécurité préventive dépend autant des relations avec les communautés que du déploiement de forces.

L'expérience de la Casamance illustre l'importance de l'adaptation plutôt que de la reproduction. Dans leurs rapports d'activité, les responsables de l'armée, de la gendarmerie et de la police ont souligné la valeur pratique du DJS, notant que les enseignements tirés de ce processus ont directement contribué à des ajustements dans la programmation militaire et le maintien de l'ordre. L'est du Sénégal est confronté à des dynamiques différentes, notamment des pressions transfrontalières croissantes et une exposition accrue à la violence insurgée. L'application d'approches fondées sur la confiance, telles que le DJS, nécessite donc une prise en compte des conditions locales et un engagement précoce plutôt qu'un transfert en bloc de modèles post-conflit. Pour les forces de défense et de sécurité du Sénégal, l'implication centrale est que la prévention fonctionne mieux lorsqu'elle anticipe les risques, renforce les capacités des autorités et des communautés, et intègre la coordination transfrontalière avant que les crises ne se transforment en menaces tenaces.

Boucar Baba Ndiaye a occupé le poste de coordinateur national du Dialogue sur la justice et la sécurité au Sénégal et possède plus de dix ans d'expérience en Casamance.

